

Chambre des Représentants

SESSION 1981-1982

23 JUIN 1982

NOTE PREPARATOIRE

du Gouvernement au débat sur l'énergie

I. — AMENDEMENTS

PRÉSENTÉS PAR M. DESAEYERE

A LA RESOLUTION

ADOPTÉE PAR LA COMMISSION

RESOLUTION N° 1

1) A. En ordre principal :

Remplacer la première phrase du n° 3 par ce qui suit :

« Propose de restreindre le plus possible la demande d'énergie, notamment par une politique adéquate de tarification. »

JUSTIFICATION

1. La résolution contient une contradiction : il est impossible de porter une attention égale à deux aspects, tout en accordant la priorité au second.

2. La résolution 1, point 3, est incompatible avec la résolution n° 2 : l'utilisation rationnelle de l'énergie implique un freinage de la demande.

3. A plus ou moins long terme, cette politique sera inéluctable, étant donné l'épuisement des réserves mondiales et la hausse des prix mondiaux de l'énergie qui en résulte inévitablement.

B. En ordre subsidiaire :

Remplacer la première phrase du n° 3 par ce qui suit :

« Recommande que la priorité soit donnée à la satisfaction optimale de la demande; »

JUSTIFICATION

1. Cette formulation résout partiellement la contradiction et l'incompatibilité.

2. Elle a été adoptée par le Conseil flamand.

Voir :

272 (1981-1982) :

— N° 1 : Note préparatoire.

— N° 2 : Rapport.

— Nos 3 à 6 : Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1981-1982

23 JUNI 1982

VOORBEREIDENDE NOTA

van de Regering omtrent het energiedebat

I. — AMENDEMENTEN

VOORGESTELD DOOR DE HEER DESAEYERE

OP DE RESOLUTIE

AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

RESOLUTIE N° 1

1) A. In hoofddeorde :

De eerste zin van n° 3 vervangen door wat volgt :

« Stelt voor de vraag naar energie zoveel mogelijk te beperken onder meer via een aangepaste tarificatiepolitiek; »

VERANTWOORDING

1. De resolutie is intern inconsistent : men kan onmogelijk tegelijk gelijke gedachten geven aan twee dingen en toch prioriteit geven aan het tweede.

2. Resolutie 1, punt 3, is incompatibel met resolutie 2 : rationeel energieverbruik impliceert een afremmen van de vraag.

3. Op termijn is deze politiek onafwendbaar gezien de uitputting van de wereldvoorraden en de hieruit onvermijdelijk voortvloeiende stijging van de wereldenergieprijs.

B. In bijkomende orde :

De eerste zin van n° 3 vervangen door wat volgt :

« Beveelt aan voortaan prioriteit te geven aan het optimaal voldoen van de vraag; »

VERANTWOORDING

1. Deze formulering lost de inconsistentie en incompatibiliteit gedeeltelijk op.

2. Dit werd gestemd in de Vlaamse Raad.

Zie :

272 (1981-1982) :

— N° 1 : Voorbereidende nota.

— N° 2 : Verslag.

— N° 3 tot 6 : Amendementen.

2) Compléter le n° 3 par ce qui suit :

« Estime qu'une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie est préférable aux options relatives aux intérêts sectoriels au niveau de l'offre. »

3) Compléter le numéro 4 par ce qui suit :

« Cela implique principalement que l'on procède immédiatement à l'aménagement de réseaux de chauffage urbain. »

4) Compléter le numéro 5 par ce qui suit :

« — l'importance de notre seule source d'énergie primaire nationale, le charbon. »

5) A. En ordre principal :

Compléter le numéro 6 par ce qui suit :

« Demande que soit instauré un prix de seuil, tant en vue d'assurer la compétitivité de l'énergie alternative et de la production nationale de charbon qu'en raison de l'augmentation du prix réel de l'énergie au niveau mondial, à laquelle on doit s'attendre à long terme. »

JUSTIFICATION

Eu égard à la balance des paiements, il est évident qu'il y a lieu de maintenir la facture énergétique macro-économique au niveau le plus bas possible en obtenant à l'étranger les prix les plus avantageux possibles. D'autre part, en vue d'inciter tant les ménages que les entreprises et les pouvoirs publics à économiser le plus possible d'énergie, le prix de vente intérieur doit au moins rester constant. L'augmentation des prix ne peut être freinée qu'à court terme et ce freinage ne peut jamais entraîner de baisse.

B. En ordre subsidiaire :

Compléter le numéro 6 par ce qui suit :

« Demande au Gouvernement de veiller à ce qu'en plus de l'élément du coût, l'utilisation rationnelle de l'énergie devienne un élément prioritaire dans les mécanismes des prix. Les efforts déployés en vue de promouvoir une gestion rationnelle des pointes doivent avoir leur incidence sur les prix. Dans la tarification des prix de l'énergie, il convient de tenir compte à la fois des éléments de la politique industrielle et des facteurs de politique sociale et familiale. »

JUSTIFICATION

Ce texte a été adopté par le Conseil flamand.

6) Au n° 9, remplacer le texte après le mot « nationale » par ce qui suit :

« dont les réalisations soient réparties sur le territoire en fonction d'analyses objectives des coûts et profits. »

7) Compléter le n° 11 par ce qui suit :

« dans la mesure du possible, les secteurs à fort coefficient d'énergie doivent être démantelés. »

2) Nummer 3 aanvullen met wat volgt :

« Verkiest een beleid van rationeel energieverbruik boven de sectoriële belangenopties in het aanbod. »

3) Nummer 4 aanvullen met wat volgt :

« Dit houdt voornamelijk in dat onmiddellijk wordt begonnen met de bouw van stadsverwarmingsnetten. »

4) Nummer 5 aanvullen met wat volgt :

« — het belang van onze enige eigen primaire energie, de steenkool. »

5) A. In hoofdorde :

Nummer 6 aanvullen met wat volgt :

« Vraagt, zowel met het oog op het competitief houden van de alternatieve energie en de eigen steenkoolproductie als met het oog op de verwachte lange termijn stijging van de reële wereldenergieprijs, een drempelprijs in te voeren. »

VERANTWOORDING

Met het oog op de betalingsbalans dient men uiteraard de macro-economische energierekening zo laag mogelijk te houden door zo laag mogelijke prijzen af te dwingen in het buitenland. Met het doel anderzijds om zowel de gezinnen als de bedrijven als de overheid aan te zetten om zoveel mogelijk energie te besparen moet de binnenlandse verkoopprijs minstens constant blijven. Enkel op korte termijn kan een tijdelijke afremming van de prijsstijging plaatsvinden doch deze mag nooit tot een daling leiden.

B. In bijkomende orde :

Nummer 6 aanvullen met wat volgt :

« Vraagt de Regering er voor te zorgen dat naast de kostenelementen het R.E.V. het prioritaire element wordt in de prijsmechanismen. De inspanningen om een rationeel piekbeheer te bevorderen, moeten hun weerslag hebben op de prijzen. Bij de energietarificatie moeten zowel elementen van industrieel- als van sociaal- en gezinsbeleid in acht worden genomen. »

VERANTWOORDING

Dit werd goedgekeurd in de Vlaamse Raad.

6) In n° 9 de zin na de komma vervangen door wat volgt :

« waarvan de verwezenlijkingen worden verdeeld over het grondgebied op basis van objectieve kosten-baten analyses. »

7) Nummer 11 aanvullen met wat volgt :

« energie-intensieve sectoren moeten in de mate van het mogelijke worden afgebouwd. »

8) Compléter le n° 12, par ce qui suit :

« En tout état de cause, la décision de construire des centrales nucléaires doit faire l'objet d'un tel débat. »

9) Insérer un point 13, libellé comme suit :

« 13. Proroge le moratoire nucléaire pour une période de trois ans. »

JUSTIFICATION

1. L'énergie nucléaire implique le risque d'une « catastrophe totale ». Ce risque est évidemment infiniment petit (une chance pour un million de réacteurs/année) mais les implications sont, par contre, infiniment grandes.

2. Scénario d'une « catastrophe totale ».

2.1. En cas de fissure importante, le réacteur peut se trouver sans eau de refroidissement, ce qui entraîne une fusion totale. Une telle fusion ne provoque pas d'explosion atomique, mais il s'échappe un nuage radioactif dont le volume peut être plusieurs dizaines de fois supérieur à celui d'Hiroshima et dont les conséquences sont dès lors aussi plusieurs dizaines de fois plus graves.

2.2. La plupart des études relatives aux effets d'une catastrophe totale se basent sur le modèle du « coin » : lorsque la vitesse et la direction du vent sont constantes, le territoire contaminé par les retombées radioactives a la forme d'un « coin » dont l'angle est de sept degrés.

2.3. Au point de vue de la superficie contaminée, la catastrophe maximale qui pourrait frapper la Belgique — en cas d'accident à Doel, Gravelines ou Chooz — formerait un « coin » d'une superficie de quelque 5 000 km² et toucherait environ 1 million et demi d'habitants.

2.4. Une telle catastrophe ne serait cependant pas la plus importante que l'on puisse imaginer : la catastrophe la plus grave se produirait en cas d'accident à Doel, par un vent soufflant du nord-ouest.

Dans ce cas, la superficie et la population touchées seraient respectivement les suivantes :

	Superficie en km ²	Population touchée	Nature des consé- quences
Anvers	10,16	91 440	Graves
Bruxelles	81,62	734 580	Limitées
Charleroi	22,00	173 911	—
Reste du pays	2 085,00	857 223	Moyennes
Total	2 200,00	1 857 154	

Le nombre des victimes se situerait donc aux environs de 2 millions dont quelque 100 000 avec séquelles graves dans la région anversoise et environ 1 million avec séquelles limitées dans la région bruxelloise.

3. Le produit d'un nombre infiniment petit et d'un nombre infiniment grand est indéterminé. Toutefois, si l'on tient compte d'un certain coefficient d'aversion du risque, ainsi qu'il est d'usage pour les décisions qui comportent un facteur d'incertitude — cfr. constitution d'un portefeuille, politique conjoncturelle — l'option nucléaire devient en fait non rentable du point de vue social.

Une chance sur 1 million signifie d'ailleurs que si 1 000 centrales nucléaires fonctionnent dans le monde pendant cent ans, le risque est de 1 pour 10. Le Gouvernement ne peut dès lors qu'espérer que la catastrophe ne se produira pas en Belgique et le Parlement devrait avoir le réflexe moral de rejeter ce risque comme étant inacceptable du point de vue social.

II. — AMENDEMENT
PRÉSENTÉ PAR MM. DIERICKX
ET DELEUZE
A LA RESOLUTION
ADOPTÉE PAR LA COMMISSION

RESOLUTION N° 1

Remplacer le texte de la résolution par ce qui suit :

« Le Parlement,

1. estime qu'une politique de progrès social et de développement économique ne peut se concevoir sans que ne

8) Nummer 12 aanvullen met wat volgt :

« In ieder geval moet de beslissing tot het bouwen van kerncentrales aan zo'n debat onderworpen worden. »

9) Een punt 13 toevoegen luidend als volgt :

« 13. Verlengt het nucleair moratorium met 3 jaar. »

VERANTWOORDING

1. Kernenergie houdt het gevaar in van een « totale ramp ». De kans hiervan is weliswaar quasi oneindig klein (1 per een miljoen reactor-jaar) doch de schade zou ook quasi oneindig groot zijn.

2. Scenario van de « totale ramp »

2.1. Bij een belangrijke breuk kan de reactor zonder koelwater vallen met een totale smelting als gevolg. Weliswaar vindt er geen atoomontploffing plaats doch er ontsnapt een radioactieve wolk die tientallen malen groter is dan deze van Hiroshima met gevolgen die ook tientallen malen erger zijn.

2.2. De meeste studies die de effecten van deze totale ramp berekenen gaan uit van het zogenaamde « wig-model » : door een constante windsnelheid vanuit een vaste windrichting ontstaat een « wig » over het land met een hoek van 7 graden die « besmet » wordt door radioactieve neerslag.

2.3. Qua oppervlakte zou de maximale ramp naar België bestaan — bij een ongeluk in Doel, Grevelingen of Chooz — in een « wig » met een oppervlakte van bijna 5 000 km² en ongeveer anderhalfmiljoen inwoners.

2.4. Dit vormt nog lang niet de grootste denkbare ramp : deze ontstaat wanneer bijvoorbeeld de wind ongeveer uit het noord-westen waait bij een ongeluk in Doel.

In dat geval wordt de getroffen oppervlakte en bevolking respectievelijk :

	Oppervlakte in km ²	Getroffen aantal inwoners	Niveau van de schade
Antwerpen	10,16	91 440	Ernstig
Brussel	81,62	734 580	Beperkt
Charleroi	22,00	173 911	
Rest van het land	2 200,00	857 223	Gemiddeld
Totaal	2 200,00	1 857 154	

Met andere woorden in totaal worden nu bijna 2 miljoen mensen getroffen waarvan bijna 100 000 in of rond Antwerpen ernstig en bijna 1 miljoen beperkt in of rond Brussel.

3. Het produkt van een oneindig klein met een oneindig groot getal is weliswaar onbepaald, doch mits rekening te houden met een zeker coëfficiënt van risico-inversie zoals gebruikelijk bij beslissingen onder onzekerheid — cfr. portefeuille selectie, conjunctuurbeheersing — wordt de nucleaire optie in feite « sociaal » onrendabel.

Trouwens één kans op één miljoen impliceert dat als 1 000 kerncentrales over de wereld 100 jaar werken er één kans op 10 bestaat. De regering kan dan enkel hopen dat de ramp niet in België gebeurt : het Parlement zou echter de morele reflex moeten hebben om deze eventualiteit als maatschappelijk onaanvaardbaar af te wijzen.

W. DESAEYERE

II. — AMENDEMENT
VOORGESTELD DOOR DE HEREN DIERICKX
EN DELEUZE
OP DE TEKST
AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

RESOLUTIE N° 1

De tekst van de resolutie vervangen door wat volgt :

« Het Parlement,

1. meent dat een beleid van sociale vooruitgang en economische ontwikkeling niet kan worden opgevat zonder

soit élaborée conjointement, une politique énergétique cohérente et clairement définie, compatible avec le respect et la protection de l'homme et de son environnement, avec la gestion économe des ressources tant naturelles que financières et le bien-être des générations futures;

2. demande que l'élaboration de cette politique énergétique se fasse sur base d'un document contradictoire reprenant les différentes thèses en présence et qui soit soumis à enquête publique selon des modalités similaires à celles retenues pour les plans de secteur;

3. demande que les résultats de cette enquête publique soient transmis au Parlement et fassent l'objet d'un débat parlementaire à la Chambre et au Sénat;

4. demande qu'un moratoire soit institué sur toute décision susceptible de modifier les données du débat parlementaire et jusqu'à sa clôture;

5. recommande qu'en raison des évolutions des contextes social, économique, scientifique, technologique et écologique, une enquête publique et un débat parlementaire soient organisés au moins tous les cinq ans;

6. charge le Gouvernement de déposer les textes légaux organisant l'enquête publique et le débat parlementaire sur base des résolutions reprises ci-dessus. »

JUSTIFICATION

Le problème de l'énergie tant en ce qui concerne les options à long terme que les choix à court terme, concerne directement les citoyens.

En effet, la politique énergétique façonne de manière non négligeable l'image future de la société parce qu'elle opère des choix relatifs au paysage économique (degré d'activité, concentration, reconversion...) au paysage social (emploi, libertés, santé...) et au paysage tout court.

L'absence jusqu'ici, de véritable débat sur ces options au niveau du public rend nécessaire une information et une consultation de la population sur base d'un document reprenant les thèses en présence. L'expérience du plan de secteur nous apprend que ce type d'enquête est parfaitement possible au niveau des communes et enrichissant pour la démocratie. Les avis récoltés lors de cette consultation seraient transmis au Parlement et feraient l'objet d'un débat.

tegelijkertijd een samenhangend en duidelijk bepaald energiebeleid uit te werken dat verenigbaar is met de eerbied voor de bescherming van de mens en zijn omgeving, het zuinig beheer van de hulpbronnen, zowel natuurlijke als financiële, en het welzijn van de komende generaties;

2. vraagt dat dit energiebeleid zou uitgewerkt worden op grond van een tegensprekelijk document waarin de verschillende voorliggende opvattingen zijn opgenomen en dat aan een openbaar onderzoek wordt onderworpen volgens dezelfde regels als voor de behandeling van de gewestplannen;

3. vraagt dat de resultaten van dat openbaar onderzoek aan het Parlement worden meegedeeld en het voorwerp van een parlementair debat in de Kamer en in de Senaat uitmaken;

4. vraagt dat een moratorium wordt ingesteld voor elke beslissing die de gegevens van het parlementair debat kan wijzigen, en zulks tot de sluiting van het debat;

5. beveelt aan dat op grond van de ontwikkeling van de sociale, technische, wetenschappelijke, technologische en milieucontext, minstens om de vijf jaar een openbaar onderzoek en een parlementair debat worden georganiseerd;

6. belast de Regering wettelijke teksten in te dienen met het oog op het organiseren van een openbare enquête en een parlementair debat op basis van de hierboven hernomen resoluties. »

VERANTWOORDING

Bij het vraagstuk van de nergie, zowel wat betreft beslissingen op lange termijn als de keuze op korte termijn, zijn de burgers rechtstreeks betrokken.

Het energiebeleid bepaalt immers in niet geringe mate het latere beeld van de samenleving omdat het een keuze maakt betreffende het bedrijfsleven (graad van activiteit, concentratie, omschakeling...), het sociale leven (werkgelegenheid, vrijheid, gezondheid...) en het leefmilieu.

Het uitblijven tot nog toe van een werkelijk debat over die beslissingen op het niveau van de bevolking maakt het noodzakelijk dat de bevolking middels een document over de voorliggende opvattingen wordt geïnformeerd en geraadpleegd. De ervaring met de gewestplannen leert dat een dergelijk onderzoek zeer goed kan worden georganiseerd door de gemeenten en dat het verrijkend werkt voor de democratie. De bij die raadpleging ingewonnen adviezen zouden overgelegd worden aan het Parlement dat erover zou debatteren.

L. DIERICKX
O. DELEUZE
D. FEDRIGO
D. VERVAET
H. MORDANT
L. OUTERS